



La situation actuelle est intolérable !

Sur le front de l'inflation, après une courte accalmie en août et en septembre, le coût de la vie a repris sa hausse en octobre. Tout laisse à penser que l'inflation sur un an pourrait dépasser les 7% en décembre et continuer à être très marquée en 2023.

Face à cela, le gouvernement se contente de mesures parcellaires et insuffisantes. Il s'obstine à ne pas procéder à une juste revalorisation du SMIC et n'envisage pas le blocage des prix pour les produits de première nécessité.

Pour les plus de 5 millions d'agentes et d'agents de la Fonction publique dont il a la charge et la responsabilité, il se contente d'une augmentation générale de 3,5% très largement en dessous des besoins.

Dans le même temps, il poursuit sa politique de cadeaux aux grandes entreprises et aux plus fortunés.

Les Projets 2023 de Loi de Finances et de Financement de la Sécurité sociale, actuellement en cours d'examen au Parlement, sont marqués du sceau de l'austérité renforcée s'agissant des crédits socialement utiles. Pour les services publics en particulier qui, chaque jour font face à une pénurie de personnels et de moyens, les budgets demeurent indigents quand ils ne font pas l'objet de nouvelles coupes.

Minoritaire au Parlement, le pouvoir use et abuse du 49-3 pour faire adopter ses turpitudes, ce qui en dit long sur sa conception de la démocratie.

Dans ce contexte difficile et anxiogène, Macron s'entête à vouloir mettre en oeuvre sa contre-réforme des retraites dans laquelle les salariés devraient partir à 64 ou 65 ans avec une durée de cotisation qui pourrait encore être allongée. Les reculs déjà imposés ces dernières années à la population ne suffisent pas au président des riches : le monde salarial doit toujours payer davantage pour permettre aux profits de continuer leur course stratosphérique.

Contrairement à ce que le gouvernement et sa minorité parlementaire prétendent, les données économiques ne justifient en rien ces nouvelles régressions, ce que confirme la plupart des scénarios du dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites et ce, jusqu'en 2070.

Pour la CGT, il n'est pas question de laisser faire !

Alors qu'à juste titre, l'incompréhension et le mécontentement enflent, que les conflits se multiplient et, souvent, s'inscrivent dans la durée, notre organisation syndicale entend élever le rapport de force au niveau nécessaire pour mettre en échec les velléités du président, de sa minorité et du MEDEF.

C'est pourquoi, après les journées du 29 septembre, des 18 et 27 octobre, elle appelle à faire du 10 novembre un nouveau temps fort de mobilisation interprofessionnelle.

La CGT Fonction publique s'inscrit pleinement dans cette initiative.

POUR :

- Des augmentations générales des salaires et pensions, le SMIC à 2000 euros bruts et une nouvelle revalorisation forte et immédiate du point d'indice
- L'indexation des salaires et pensions sur l'inflation
- La retraite à taux plein pour une carrière complète dès 60 ans ; le renforcement et l'amélioration du Code des Pensions civiles, de la CNRACL, de l'IRCANTEC et du FSPOEIE ; le retrait du projet Macron
- L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes tant au niveau salarial que pour les retraites
- Les moyens nécessaires au bon fonctionnement des services publics

TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION, LA GREVE ET LES MANIFESTATIONS LE 10 NOVEMBRE

fichiers:



[Télécharger 2022.11.03 - le 10 novembre dans l'action pour nos salaires nos retraites le service public.pdf](#) (181.1 Ko)



[Télécharger 20221024_contact_retraitesalaires_2edition_cl3_sr.pdf](#) (3.32 Mo)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2022](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
